



PRÉFECTURE DE LA MOSELLE

ARRETE PREFECTORAL

n°2006 DEDD/4-5

en date du 12 SEP. 2006

**donnant acte à Charbonnages de France (CdF)
de l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation
d'installations minières associées, attachés aux concessions
de mines de houille de FAULQUEMONT, HAUTE VIGNEULLES 2,
LONGEVILLE et SAINT-LEONARD**

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

VU le Code Minier ;

VU le décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;

VU l'arrêté du 30 septembre 1920 du Commissaire Général de la République de Strasbourg approuvant la fusion en une seule concession et au profit de l'Etat français, sous le nom de FAULQUEMONT des concessions de houille de LAUTERFANGEN I, II, III et IV, TRITTLINGEN I, II et IV, BAUMBIEDERSDORF VI, STEINBIEDERSDORF I, III, IV, V et VI, REDLACH I, OBERSTEINBUSCH, FALKENBERG I, III, IV et V et de TETINGEN I ;

VU l'arrêté du 22 septembre 1920 du Commissaire général de la République de Strasbourg approuvant la fusion en une seule concession et au profit de l'Etat français, sous le nom de HAUTE VIGNEULLES II des concessions de houille de ZIMMIGEN I, II, III, IV, BAUMBIEDERSDORF II, III, IV et V et OBERFILLN I ;

VU l'arrêté du 9 novembre 1920 du Commissaire Général de la République de Strasbourg approuvant la fusion en une seule concession et au profit de l'Etat français, sous le nom de LONGEVILLE, des concessions de houille de LUBELN I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII et IX, DURCHTAL I et II et BAUMBIEDERSDORF I ;

VU la loi n°46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des exploitations de mines de combustibles minéraux solides ;

VU le décret n° 46-1563 du 28 juin 1946 instituant les Houillères du Bassin de Lorraine (HBL), établissement public national à caractère industriel et commercial, en application de l'article 2 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 ;

VU le décret n°47-621 du 5 avril 1947, pris en application de l'article 9 de la loi n°46-1072 du 17 mai 1946, autorisant la mutation au profit des Houillères du Bassin de Lorraine (HBL), des concessions FAULQUEMONT, HAUTE VIGNEULLES 2 et LONGEVILLE ;

VU le décret du 13 février 1957 instituant la concession de mine de houille de SAINT-LEONARD ;

VU l'arrêté du 24 février 2004 portant dissolution des Houillères du Bassin de Lorraine et transfert de leurs activités, biens, droits et obligations à Charbonnages de France (CdF) en application de la loi n° 2004-105 du 3 février 2004 portant création de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs et diverses dispositions relatives aux mines et notamment son titre II ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2005-AG/3-166 du 31 mai 2005 autorisant Charbonnages de France à procéder à l'arrêt définitif des travaux et d'utilisation d'installations minières associées, attachés aux concessions de mines de houille de FAULQUEMONT, HAUTE VIGNEULLES 2, LONGEVILLE et SAINT-LEONARD et prescrivant des mesures complémentaires

VU le compte-rendu des travaux transmis par l'exploitant en quatre exemplaires le 15 mai 2006 ;

VU la visite de récolement des travaux en date du 23 août 2006 et le rapport de récolement de la DRIRE en date du 30 août 2006 ;

CONSIDERANT les éléments joints au mémoire de Charbonnages de France établissant d'une part que la réalisation du sondage prescrit par l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°2005-AG/3-166 susvisé est prise en charge par le District Urbain de Faulquemont (DUF), et d'autre part que le DUF se porte acquéreur des parcelles d'assise des puits 1 et 2 de Faulquemont ainsi que des conduits du puits 1 en connaissance des restrictions d'usage et responsabilités y afférentes ;

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture

ARRETE

Article 1^{er} :

Il est donné acte à compter du 23 août 2006 à Charbonnages de France (CdF), 100 Avenue Albert 1^{er}, 92500 RUEIL MALMAISON de l'arrêt définitif des travaux et d'utilisation des installations minières associées, attachés aux concessions de mines de houille de FAULQUEMONT, HAUTE VIGNEULLES 2, LONGEVILLE et SAINT-LEONARD portant sur le département de la Moselle

Article 2 :

La surveillance administrative et la police des mines prennent fin à compter de la notification du présent arrêté sur les concessions visées par l'article 1^{er} ci-dessus.

Article 3 :

Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG ou d'un recours hiérarchique adressé à Monsieur le Ministre délégué à l'Industrie dans le délai de deux (2) mois à compter de sa notification.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département de la Moselle. Il sera affiché dans les communes visées à l'article 5 selon les usages. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat des maires.

Article 5 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à CdF et dont ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Sous-Préfet de BOULAY
- Monsieur le Sous-Préfet de FORBACH ;
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement ;
- Monsieur le Général, Commandant de la Région Terre Nord Est ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- Madame la Directrice Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Mesdames et Messieurs les Maires des communes de Niedervisse, Obervisse, Boucheporn, Longeville-les-Saint-Avoid, Saint-Avoid, Valmont, Laudrefang, Folschviller, Teting-sur-Nied, Pontpierre, Tritteling, Narbefontaine, Hallering, Marange-Zondrange, Fouligny, Haute-Vigneulles, Fietrange, Guinglange, Créhange, Faulquemont, Vahl-les-Faulquemont, Bambiderstroff et Zimming.

Metz, le 12 SEP. 2006

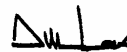
POUR COPIE CONFORME

Le Chef de Bureau



Laurence AUBURTIN

LE PREFET



Pierre-René LEMAS